

Edition du 31 janvier 2020

Réalisé à l'aide des contributions des Services Économiques

**L'essentiel**
**► Turquie : baisse importante du déficit commercial en 2019**

Selon les données de TurkStat, les exportations turques se sont établies à 171,5 Mds USD en 2019 (après 168 Mds en 2018) et les importations à 202,7 Mds USD (après 223 Mds USD en 2018). Le déficit commercial a reculé de 43,5 % à 31,1 Mds USD par rapport à 2018. L'Allemagne reste le 1<sup>er</sup> client de la Turquie avec 9 % des exportations totales, suivie par le Royaume-Uni (6,3 %) et l'Italie (5,4 %). La France est au 6<sup>ème</sup> rang avec 7,6 Mds USD en 2019 après 7,2 Mds USD en 2018 (4,5%). La Russie continue d'occuper la 1<sup>ère</sup> place parmi les fournisseurs avec une part relative de 11,1 % des importations turques, suivie par la Chine (9,1 %) et l'Allemagne (8,9 %). Selon les données turques, les exportations françaises vers la Turquie ont été ramenées de 7,4 Mds USD en 2018 à 6,3 Mds USD en 2019, soit un recul de -14,3% en g.a. Avec 3,1% de part de marché, la France est le 7<sup>ème</sup> fournisseur de la Turquie.

**► Liban : adoption du budget 2020**

Le Parlement a adopté le projet de budget 2020 qui prévoit de ramener le déficit public à 4,2 Mds USD soit environ 7% du PIB (contre 4,5 Mds USD dans la LFI 2019), dans un contexte de dégradation de la situation macroéconomique (les hypothèses macroéconomiques sous-jacentes ne sont pas connues). Pour pallier la baisse des recettes budgétaires dans le contexte de récession (de 12,5 à 8,9 Md\$, malgré l'introduction d'une taxe exceptionnelle de 2 % sur le chiffre d'affaires des banques), il est prévu une diminution des dépenses (de 17,1 à 13,1 Md\$), notamment la prise en charge par la Banque du Liban des intérêts sur la dette souveraine, soit 3 Md\$, ainsi que la réduction des transferts à Electricité du Liban (EDL) de 40 % par rapport à 2019.

**► Thaïlande : baisse des prévisions de croissance en raison du coronavirus et des retards dans le budget 2020**

Le ministère des finances a abaissé sa prévision de croissance du PIB pour 2020, de 3,3 % à 2,8 %, prenant en compte en particulier l'impact du coronavirus et des retards dans l'adoption du budget 2020. La prévision de croissance des exportations a par ailleurs été réduite de +2,6 % à +1,0 % (après -3,2 % en 2019). L'Autorité du tourisme de Thaïlande s'attend en effet à une baisse du nombre de touristes chinois, à 9 millions en 2020 (après 11 millions en 2019). Elle maintient cependant son objectif de recettes touristiques à 3 160 Mds THB (102 Mds USD) pour l'année, grâce à des mesures visant à augmenter le nombre de touristes d'autres pays, comme la gratuité des visas à l'arrivée pour les touristes indiens et russes.

**► Chine : impact économique de l'épidémie du Coronavirus**

Outre une forte réaction des marchés financiers (cf infra, point marché), le développement de l'épidémie de coronavirus dans la ville de Wuhan (11 millions d'habitants) depuis la mi-décembre pourrait avoir un effet négatif significatif sur la croissance chinoise au premier trimestre. Cette crise survient en effet au moment des festivités du Nouvel an chinois (période de vacances nationales du 24 au 30 janvier) qui se traduisent habituellement par un pic d'activité en amont des congés nationaux suivi d'un pic de consommation. Les autorités ont déjà repoussé le retour des vacances au 2 février au niveau national, tandis que plusieurs provinces et certaines villes ont choisi des dates ultérieures (9 février) pour la reprise du travail dans certaines entreprises et/ou écoles. Par ailleurs, le 30 janvier, au regard de la propagation rapide de l'épidémie – près de 8 000 contaminés, soit plus que lors de l'épidémie de SRAS de 2002-2003 qui avait entraîné 5 327 contaminations – l'OMS a décrété l'état d'urgence sanitaire international (qui n'avait été établi jusqu'ici que dans trois cas : la grippe aviaire H1N1, Zika et Ebola).

**► Argentine : le gouvernement précise ses intentions en matière de restructuration de la dette externe**

Le ministre de l'économie, Martin Guzman, a rencontré des représentants des principaux créanciers de l'Argentine à New-York le 27 janvier. Par ailleurs, une loi dite de restauration de la soutenabilité de la dette externe a été approuvée le 29 janvier à la quasi-unanimité par la Chambre des Députés. Le projet de loi doit être présenté pour approbation au Sénat la semaine prochaine, après quoi le ministre de l'Économie sera formellement investi des pouvoirs nécessaires pour mener la restructuration de la dette. Le 29 janvier, le ministère de l'Économie a publié un calendrier de restructuration de la dette externe, prévoyant que les négociations puissent être conclues d'ici le 31 mars, comme annoncé par le Président Fernandez. Le ministre de l'Économie doit présenter au Congrès les grandes lignes de son analyse de la soutenabilité de la dette mi-février.

**► Mexique : activité en contraction en 2019**

La croissance de l'économie mexicaine est passée en terrain négatif en 2019, avec une croissance de -0,1 % selon la première estimation de l'institut statistique mexicain (INEGI). Sur l'année, l'activité économique mexicaine a été fortement affectée par la chute de l'industrie (-1,7 % sur l'année) et la faible croissance du secteur des services (+0,5 %), même si l'agriculture s'est relativement mieux portée (+2,1 %).

Les marchés émergents ont connu une baisse sur toutes les classes d'actifs cette semaine, avec une actualité dominée par la propagation du coronavirus, épidémie qui s'avère être plus sévère que celle du SRAS. Dans ce contexte, les indices boursiers connaissent une tendance baissière généralisée, particulièrement marquée en Asie. L'écartement des spreads est plus important que la semaine dernière. Les devises émergentes se déprécient généralement face au dollar.

**L'indice boursier MSCI composite de Morgan Stanley (en dollars) se dégrade (-4,4 % cette semaine après -1,6 % la semaine précédente).** La baisse des indices boursiers touche toutes les zones, mais a été particulièrement marquée en **Asie** (-4,7%, après -2,0%), avec des répercussions probables sur l'activité économique de toute la zone au premier trimestre. La baisse s'accélère en **Chine** (-4,7%, après -3,7%), et dans les autres pays. La **Thaïlande**, qui dépend largement du tourisme chinois (cf supra), a été particulièrement touchée par les mesures chinoises de quarantaine. Le ministre des finances thaïlandais a abaissé ses prévisions de croissance pour 2020, de 3,3% à 2,8%. L'indice boursier a perdu 5,5% (après 1,6%). D'autres grands pays émergents ont également connu une baisse, notamment la **Russie** (-3,8%, après -1,7%) et l'**Afrique du Sud** (-2,7%, après -2,5%) suite au prêt accordé par la Banque Africaine de développement d'Afrique Australe à la compagnie aérienne publique South African Airways, en grande difficulté financière.

**Le creusement des spreads émergents s'est poursuivi cette semaine (+10 pdb après +8 pdb), dans toutes les zones.** L'écartement le plus important est observable en **Asie** (+13 pdb après +3 pdb), avec un écartement marqué en Indonésie (+13 pdb après +6 pdb). L'**Europe** connaît également un écartement significatif par rapport à la semaine dernière (+8 pdb après +2 pdb). En **Ukraine**, l'écartement est particulièrement marqué (+24 pdb après +17 pdb), après un abaissement du taux directeur par la banque centrale cette semaine. En **Amérique Latine**, l'écartement est moins important que la semaine dernière (+9 pdb après +12 pdb), qui avait été particulièrement agitée car marquée par la déclaration de S&P d'un défaut sélectif en Argentine.

**Enfin, suivant la tendance générale, les devises émergentes ont globalement évolué à la baisse face au dollar.** En **Asie**, les performances les plus marquées ont été en **Thaïlande** (-1,9 %) et en **Corée du Sud** (-1,6 %). En Amérique Latine, le **peso chilien** et le **real brésilien** se déprécient particulièrement (respectivement -2,6 % et -1,7 %). Le **rand sud-africain** perd également -2,6 % et le **rouble russe** -2,1 % dans un contexte général d'aversion au risque, malgré une annonce de relance budgétaire par le nouveau premier ministre Mikhaïl Michoustine.

